

Zeitschrift: L'Émilie : magazine socio-culturelles
Herausgeber: Association Femmes en Suisse et le Mouvement féministe
Band: [90] (2002)
Heft: 1459

Artikel: Le nouveau ministre de l'intérieur contrarie l'industrie du sexe : à Bangkok, la chasse au bordel est ouverte
Autor: Labarthe, Gilles
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-282297>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 25.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Le nouveau ministre de l'intérieur contrarie l'industrie du sexe

A Bangkok, la chasse au bordel est ouverte

Pour en finir avec son image de « paradis du sexe » à l'étranger, la Thaïlande se lance dans une vaste campagne de répression. Reste à savoir qui voudra se passer de 40 milliards, le revenu annuel de la prostitution.

GILLES LABARTHE/INFO SUD, À BANGKOK

« Banana show? Fucking show? Ping-pong show? What do you like ? » Il est passé minuit dans les rues moites de Bangkok. Les rabatteurs du sexe qui opèrent dans les fameuses rues de Patpong deviennent nerveux. Encore quelques dizaines de minutes pour attirer les clients dans les gogos-bars du plus célèbre quartier chaud de la capitale et leur soutirer un maximum de fric. « Autrefois, on restait ouverts jusqu'à l'aube. Maintenant, à deux heures, la police arrive et on ferme », avertit le mac du Super-Pussy, avant d'expliquer que le nouveau règlement est valable pour toute la Thaïlande. Depuis le mois d'août dernier, c'est en effet une campagne anti-prostitution sans précédent qui déferle sur le pays du sourire. L'opération a été lancée par le nouveau ministre de l'intérieur, Purachai Piumsomkun. Et ça ne rigole pas. En l'espace de quatre mois, la nouvelle chasse aux bordels a déjà entraîné la liquidation de plusieurs établissements. Elle a aussi provoqué une véritable levée de boucliers des milieux travaillant dans l'industrie du sexe, comme du tourisme.

Dans le quartier chaud le plus fameux de Bangkok, le « Marché de nuit » de la rue Patpong, animée vingt-deux heures sur vingt-quatre.

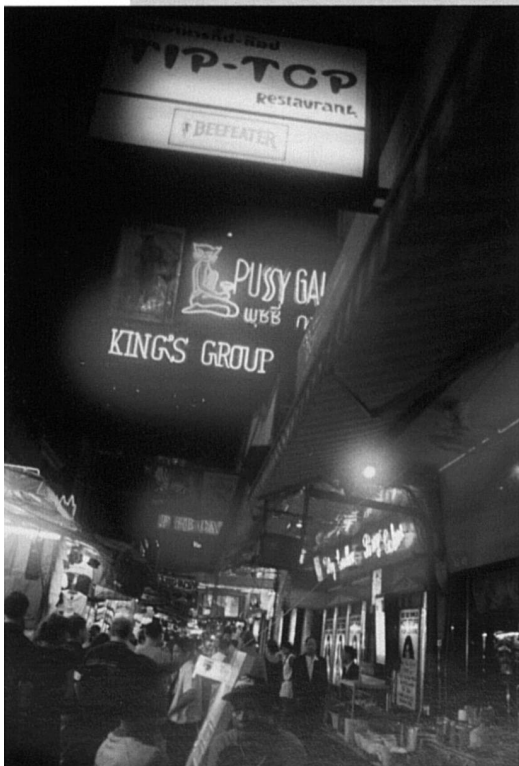
En Thaïlande, le revenu de la prostitution tournait autour de 400 milliards de bahts en 1993 – environ 17 milliards de francs suisses. Le commerce de la honte a explosé pour dépasser les 40 milliards par an aujourd'hui. Un record en comparaison d'autres secteurs tels que l'automobile, les entreprises textiles ou l'agriculture, qui se sont effondrés sous l'effet de la crise asiatique. Les spécialistes se demandent ainsi combien de temps pourra tenir celui que l'on surnomme déjà le « Monsieur Propre » de Bangkok, face aux pressions de la première industrie du pays.

Du bar au trottoir

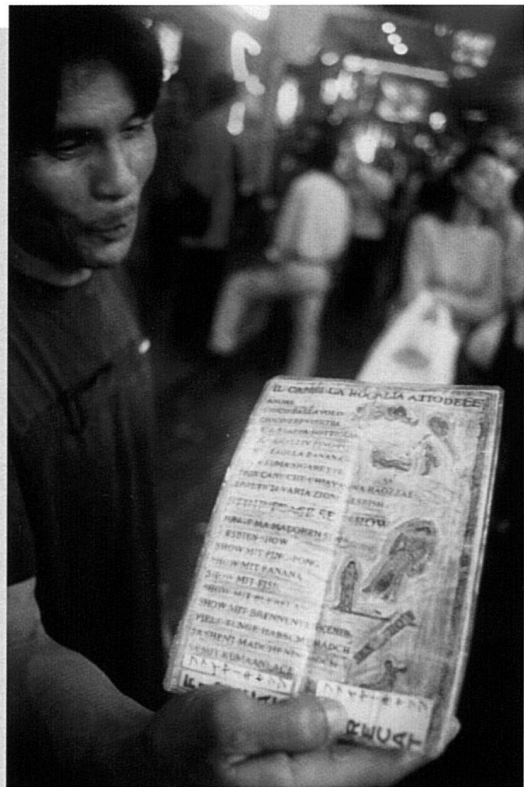
Purachai Piumsomkun, de la mouvance nationaliste au pouvoir, ne cache pas son acharnement à vaincre le fléau et à en finir avec les clichés qui ternissent l'image de son pays. Mais les méthodes qu'il utilise laissent songeur. « La campagne du ministre de l'intérieur était dirigée à l'origine contre la consommation de ya-ba, des amphétamines provenant de Birmanie qui ravagent la jeunesse du royaume, rappelle Pierre Paccaud, journaliste suisse établi depuis six ans à Bangkok. Les descentes policières dans les pubs se sont multipliées, ainsi que les contrôles d'identité, ou même d'urine, dans les discothèques. Sa croisade morale s'est vite tournée contre la vie nocturne en général ». Les résultats ne se sont pas fait attendre. « Alors que les filles travaillaient auparavant à l'abri d'un bar ou d'un club, beaucoup d'entre elles se retrouvent maintenant sur le trottoir, témoigne Dousadi, une jeune universitaire de la capitale. Elles rejoignent des réseaux de prostitution informels où les conditions de sécurité sont bien pires ».

Après quatre mois de croisade, le ministre de l'intérieur a dû faire machine arrière sur plusieurs plans. Son bilan de campagne reste mitigé : la fermeture de nombreux établissements nocturnes a été reconduite à deux heures du matin, au lieu du coup de minuit, comme prévu à l'origine. Plusieurs zones rouges de réputation internationale – fréquentées par une clientèle occidentale, mais aussi japonaise ou chinoise – poursuivront leur activité, sans autre restriction. Le long des rues de Patpong, une « police pour touristes » réserve même son « accueil souriant » au porteur de bermudas qui aurait perdu l'adresse de son bar-à-gogo préféré.

Enfin, le problème national du sida ou de la prostitution des mineur-e-s n'a pas été abordé sérieusement. Ils ont pourtant été évoqués de manière alarmante par Sirirat Pusurinkham, lors de la Conférence mondiale contre le racisme, en septembre dernier à Durban. La pasteure de l'Eglise du Christ de Thaïlande montrait, documents vidéo à l'appui, comment les enfants entraînés dans les filières du tourisme sexuel viennent pour la plupart de minorités autochtones défavorisées. En particulier les fillettes, qui jouent de malchance avec un statut social très bas dans la société thaïlandaise. On estime aujourd'hui à 800 000 le nombre de ces enfants prostitués, pour la seule Thaïlande. »



Gilles Labarthe



Gilles Labarthe

Un proxénète promeut les prestations sexuelles vendues dans un des nombreux gogos-bars de la très touristique rue Patpong.

L'intérieur d'un gogos-bar, où la clientèle est essentiellement composée d'Occidentaux âgés de 20 à 40 ans et où le ratio client/prostituée correspond grosso modo à un homme pour deux femmes.



Gilles Labarthe

Les Thaïes, bafouées par la statistique

Elles ont peu d'accès à l'éducation, pas de débouchés professionnels, aucune place dans l'arène politique. Même la statistique nationale les évite. Le pays se contente d'annoncer que 98% des postes importants sont occupés par des hommes...

Quatre-vingt-huit pourcent des femmes en Thaïlande ne vont pas au-delà du niveau de scolarisation élémentaire. Seul 1% d'entre elles accède au niveau universitaire. Seuls 3,5% des membres du Parlement sont des femmes, et 98,1% des postes de sénateurs sont attribués aux hommes... Ces rares chiffres publiés sur la condition féminine par la Thailand Development Research Institute Foundation ne datent pas d'hier. S'ils sont assez éloquentes, ils ne tiennent pas compte des 500 000 «travailleuses du sexe» qui doivent se contenter d'exercer le plus vieux métier du monde. On estime que 8% des femmes entre 15 et 30 ans sont astreintes à cette profession en Thaïlande, dont la pratique est toujours illégale. Le gouvernement ne les inclut pas dans ses statistiques. L'industrie dépasse pourtant tous les autres secteurs économiques du pays, en déclin depuis la crise asiatique de 1997. Une étude récente du Bureau international du travail (BIT) démontre même que les prostituées du pays du sourire sont devenues des partenaires incontournables du développement : les sommes qu'elles envoient à leur famille pour la sortir de la misère représentent une somme bien supérieure à l'aide nationale destinée aux campagnes et aux régions défavorisées de Thaïlande.

Les «sex-workers» sont d'importance nationale

«L'industrie automobile, textile, l'agriculture et la riziculture qui avaient bénéficié de l'aide gouvernementale, licencient massivement. Les chômeurs se sont tournés vers le marché du divertissement car c'est aujourd'hui le premier employeur de la nation. Les travailleurs du sexe qui s'acharnent pour survivre et entretenir leur famille sont des travailleurs de la nation au même titre que les ouvriers et les paysans», revendique l'association Empower, qui défend depuis de nombreuses années le droit des prostitué-e-s. Khun Surang, coordinatrice du centre Empower dans le quartier de Patpong, ne mâche pas ses mots : «La majorité des gens voient la prostituée comme un bien de consommation plus que comme un travailleur. Malgré son omniprésence, la prostitution reste illégale en Thaïlande. La concupiscence, l'adultère et le désir charnel sont condamnés par la morale bouddhiste, la loi ne peut donc pas faire la promotion, ni même rendre légal le vice». Une situation bien paradoxale. Car il est aujourd'hui plus important que jamais de mettre en place une législation qui protège les employé-e-s du sexe pour les libérer des réseaux informels. C'est ce que demandent les associations féministes à Bangkok, qui soulignent avec un brin de provocation que les «sex workers» sont d'importance nationale. «Tout employeur doit respecter la loi concernant le temps de travail, le paiement des heures supplémentaires, les jours de congé. Au ministère du travail de veiller au respect des lois et des droits des travailleurs. Avant la crise économique, le tourisme sexuel représentait déjà une part non négligeable du PNB», rappelle la coordinatrice. »

GILLES LABARTHE, AVEC EMILIE TESTARD